

Un désir de Gauches

Pendant longtemps, le 24 Février, anniversaire de la création de l'UGTA en 1956 et de la nationalisation des hydrocarbures en 1971, a été un repère dans le calendrier progressiste algérien. Cette année, pas mieux que les années précédentes depuis le début des années 1990, cette date ne veut visiblement plus rien dire. Elle passe et il ne se passe rien ! Bien au contraire, inconsciemment, elle est reléguée à une sorte de préhistoire fruste, l'équivalent d'une djahilya politique.

Les raisons ? Le Mur de Berlin s'est effondré avec un bruit de soi-disant fin de l'histoire, l'URSS a disparu englobant dans la faille l'idée de socialisme réel, le PAGS a été imploré et la Gauche, ailleurs comme ici, a été saisie par une hébétude stratégique qui n'en finit pas de faire des ravages. On devrait dire d'ailleurs les Gauches car, à l'évidence, il n'y en a pas qu'une !

Difficile de faire survivre l'espoir d'un monde meilleur dans ce qui ressemble à la défaite des idéologies qui prétendaient y œuvrer.

Et le 24 Février a été ringardisé car il appartient justement à cette cosmogonie des Gauches.

Aujourd'hui, à l'ère du triomphe du capitalisme financier mondialisé, le fric fait partout la loi et la simple évocation des Gauches est au mieux un blasphème, au pire, c'est comme un gros mot.

Dans ce big marché politique déréglé, les Gauches ont perdu sûrement leurs marques, et même parfois la tête. Une partie d'entre elles a vendu son âme en se convertissant, au lendemain du trébuchement du communisme, à la fatalité du marché dont les mécanismes seraient naturels. Une autre a voulu se rendre présentable, en abandonnant les fondamentaux de justice sociale et de défense des intérêts des travailleurs présentés désormais comme boulets congénitaux qui compromettraient le développement économique. Enfin, ce qui reste des Gauches a éclaté en morceaux qui, comble d'une forme d'échec, ont perdu jusqu'au sens de l'ennemi

principal. Y a-t-il un universalisme de la Gauche dans toutes ses variantes ? Oui, mais l'histoire politique spécifique de l'Algérie en a brouillé les contours tant le clivage gauche-droite est loin d'être évident. La formation de la Nation algérienne dans un combat anti-colonialiste pour l'indépendance a façonné le parti historique du FLN en creuset de forces de différentes appartenances idéologiques rassemblées dans un conglomérat dominé par une idéologie de gauche socialisante nationaliste révolutionnaire, qui est parvenu à délégitimer les gauches marxistes.

Né en 1966 d'une évolution de l'ORP (Organisation de la résistance populaire) composée de militants du PCA (Parti communiste algérien) et de la gauche du FLN en réaction au coup d'Etat du 19 juin 1965, le PAGS – principale force de gauche pendant trente ans – est parvenu à accompagner et a infléchi la ligne de gauche que rejoindra Boumediène et à peser sur les élites, en fournissant notamment des cadres à l'Etat, aux syndicats et aux organisations de masse. Dans les années 1970, heure de gloire du PAGS, son influence était considérable à l'Université, dans les échelons intermédiaires de la hiérarchie de l'UGTA, dans les milieux intellectuels et artistiques.

Puis à la mort de Boumediène, les grandes options de gauche qu'il avait commencé à mettre en œuvre furent remises en cause et l'application de l'article dit 120/121 des statuts du FLN a conduit à l'éviction des militants et des sympathisants du PAGS des postes de responsabilité dans l'appareil du FLN, dans les syndicats et dans les organisations de masse.

La décennie 1980 verra une recomposition de l'équilibre des forces politiques autour du FLN que le pouvoir de Chadli entraîna dans un virage libéral remettant en cause les acquis sociaux.

Le soutien - incompréhensible, y compris pour beaucoup de ses militants – du PAGS à la politique droitisée de Chadli en 1986 (Charte nationale 2 et soutien à la réélection du même Chadli) a marqué un recul qui préfigure l'implosion qui suivra presque immédiatement la sortie de la clandestinité.

Les différents éclats nés des brisures du PAGS et des autres partis des Gauches ont alors concentré tous leurs

coups en des luttes intestines redoutables. La défense des couches les plus démunies de la société, la lutte contre l'oppression et les injustices, tout ce sur quoi s'appuyaient les Gauches s'est dissous dans une fracture nouvelle. Le clivage entre modernité et archaïsme, le fossé de la laïcité, les luttes de pouvoir, tout cela a des effets de fragmentation sur les Gauches, qui ne retrouveront plus leurs luttes identitaires.

Près de 26 ans après la chute du Mur de Berlin et de la fin du PAGS et de l'éparpillement de ses éclats en compétition les uns avec autres, où en est la Gauche algérienne ? Où en sont les Gauches algériennes ? Disloquées, divisées, les forces de Gauche ne sont plus visibles en tant que telles. L'UGTA, qui en fut un des fiefs, est devenue l'instrument privatif du pouvoir politique. Inféodée au gouvernement, la Centrale syndicale historique va, dans bien des cas, dans le sens contraire des intérêts des travailleurs. Les syndicats autonomes qui essayent d'avoir une action de gauche butent sur les questions légales de reconnaissance et sur les visages protéiformes du blocage et de la répression.

De petits partis se proclament de Gauche davantage par un recours au discours gauchisant qu'à un positionnement par rapport aux grandes questions qui nécessitent que la politique du pouvoir soit contrée par une mobilisation dans la défense de l'intérêt national public.

Ainsi, on a très peu vu cette mobilisation de Gauche lors de la tentative de dénationalisation des hydrocarbures et de la privatisation des ports dans les années 2000.

L'essentiel de l'action des milieux de Gauche consiste soit à appuyer la lutte anti-terroriste, et plus généralement anti-intégriste, soit à défendre l'option d'un dialogue limité avec les islamistes. Dans tous les cas, le front social des grèves des travailleurs, des manifestations des chômeurs notamment les grands mouvements dans le sud du pays, de lutte écologique contre le gaz de schiste semble abandonné par la Gauche instituée.

L'absence des Gauches dans la dynamique politique algérienne fait que les pouvoirs publics et le patronat n'ont



Par Arezki Metref
arezkimetref@free.fr

plus de vis-à-vis. La chaise vide produit des conséquences calamiteuses : les mouvements sociaux prennent la forme de révoltes désorganisées.

Après la perte des repères d'antan, de nouvelles balises apparaissent. La redynamisation des Gauches algériennes passe certainement par une évaluation des nouvelles situations dominées par la prééminence de l'idéologie et de la religion, reléguant la question sociale au deuxième plan. La mainmise de l'islamisme jusque sur les milieux des chômeurs a de quoi fournir des éléments de réflexion. L'avènement des réseaux sociaux et des NTIC est aussi quelque chose qui rend désuètes certaines formes de luttes.

Dans un pays comme l'Algérie dont l'histoire a été façonnée en partie par la Gauche, l'importance du chômage et la précarisation qui touchent principalement les jeunes, l'amplitude des inégalités sociales, la fragilisation des femmes par le code de la famille, la déroute de la paysannerie livrée aux rapaces, la marginalisation des émigrés et l'acuité des menaces géostratégiques sur la région, appellent incontestablement un désir des Gauches.

A. M.

Le Soir sur Internet :

<http://www.lesoirdalgerie.com>

E-mail : info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

Découdre les bouches et remettre les bras dans le sens du boulot !

- Mange ta soupe !
- Mais maman, c'est dégueu !
- Je te dis de manger ta soupe !
- Mais heu...
- Si tu ne manges pas ta soupe, j'allume la télé, y a un débat à l'Assemblée.
- Non, STP maman, c'est bon, je mange ma soupe !

Des émeutes ont secoué Ouargla suite au meurtre d'un Algérien par un migrant subsaharien. Des affrontements entre autochtones et ressortissants de plusieurs pays du continent réfugiés chez nous ont amené à des mesures « fortes » : 1 200 subsahariens rapatriés en 48 heures ! Et cette déclaration du wali, relayée par plusieurs responsables locaux et la presse : « Ces départs massifs de migrants font perdre à la région sa principale main-d'œuvre, ce qui va fatalement occasionner des retards monstres dans la livraison des projets de construction en cours. » Oui ! Oui ! Vous avez lu, relu comme moi ces mots. Tout comme moi aussi, vous avez dû vous frotter les yeux et avez encore et encore relu, croyant peut-être à une mauvaise appréciation de ces déclarations, à une compréhension erronée des propos. Et au bout, non ! Vous et moi avons

bien lu, très bien compris. Du drame de l'assassinat, des émeutes, des déplacements de populations fragiles et errantes, nous sortons avec un « constat de chantiers en souffrance ». Un bilan froid de contremaître ! Hallucinant ! Inhumainement hallucinant et surtout flippant ! Avec en sus, pour mon p'tit cerveau de moineau du Nord, cette énigme : des Algériens du Sud se sont bien cousu les lèvres pour se faire... entendre l'autre jour, n'est-ce pas ? Ils se sont bien lacérés tout le corps pour exprimer leur droit au travail rémunéré, yek ? Mais alors, s'il y a autant d'Algériens au chômage, s'il y a tellement de bouches candidates à la couture à vif et un nombre aussi astronomique de poitrines offertes aux scarifications les plus atroces juste pour un job, comment se fait-il que nos autorités s'inquiètent autant du départ forcé de la main-d'œuvre subsaharienne ? Y a du boulot au Sud, puisque un peu plus d'un millier d'ouvriers étrangers qui quittent notre sol déstabilisent nos projets de construction et les mettent quasiment à l'arrêt. Personne n'a pensé un instant, un court instant, à inviter les bouches cousues à aller bosser à Ouargla ? Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

